

Trame HIS – préparation de la grève du 29/09

Etat des lieux - déclassement salarial

Dans les années 1980, un professeur débutant gagnait 2,2 fois le SMIC, aujourd'hui, c'est 1,21 fois le SMIC.

Les personnels en milieu et fin de carrière ont subi d'importantes pertes de pouvoir d'achat : de 15 % à 25 % au cours des 20 dernières années (rapport du Sénat, 11/21).

Les AED et AESH sont toujours dans une grande précarité et ne peuvent vivre de leur travail.

Les annonces de Macron/Ndiaye

2000 euros pour les débats de carrière, +10 % sans conditions pour tout le monde, +10 % dans le cadre du pacte enseignants.

Depuis 6 mois, le candidat Macron, le président élu, le ministre ont multiplié les annonces qui ont entretenu un réel flou, avant de dévoiler une tromperie

(le détail <https://www.snes.edu/article/salaires-et-promesses-presidentielles-la-tromperie/>)

- +10 % sans conditions en janvier 2023 (annonce de Macron dans l'entre deux tours)

- +10 % en septembre 2023 pour les milieux de carrière (Ndiaye sur France info, avec des milieux de carrière à une dizaine d'années et un pourcentage d'augmentation à définir)

- +environ 10 % en lien avec ce qui avait été fait dans le précédent quinquennat (le Grenelle) – Macron dans sa lettre aux enseignant-es.

Le pacte : 10 % pour des missions supplémentaires qui seront rémunérées. Selon les déclarations, le président et le ministre y mettent le remplacement à l'interne, le suivi des élèves, l'accompagnement à l'orientation, le tutorat... Les augmentations de rémunérations se feraient en contreparties de ces missions, c'est le retour du travailler plus pour gagner plus.

Le plus grand flou demeure aussi sur certaines missions : certaines existent déjà et sont rémunérées. D'autres deviendraient obligatoires ? S'agit-il de revoir le statut ?

Rappel du temps de travail des enseignant-es : 42h53 (source DEPP)

Les revendications du SNES et de la FSU

Une augmentation de 10 % du point d'indice maintenant.

Une augmentation des salaires sans contreparties pour toutes et tous, début, milieu et fin de carrière. Les CPE et PsyEN sont systématiquement oubliés dans le discours présidentiel et ministériel, c'est inacceptable. Le SNES-FSU exige qu'ils soient concernés par l'augmentation des rémunérations sans contreparties.

Un rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et une revalorisation des carrières.

Un mécanisme pérenne d'indexation des salaires sur les prix.

Une augmentation des salaires des AED et des AESH, ainsi qu'un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH.

Le versement de la prime REP/REP+ pour les AED et AESH

Pourquoi une grève maintenant ?

- cette rentrée a mis en avant la grave crise de recrutement : il faut des mesures fortes de rattrapage et de revalorisation maintenant pour ne pas revivre une telle rentrée.

- l'inflation se maintient à un niveau élevé : les personnels de l'Education nationale la subissent de plein fouet au quotidien : il est prévu une inflation sur les produits alimentaires de près de 12 % en décembre ! Et le dégel du point d'indice ne couvre même pas l'inflation.

- les discussions sur le budget 2023 vont commencer début octobre. C'est le moment de peser !

Une fenêtre s'est ouverte avec la rentrée, le discours de la FSU et de ses SN a été audible, dans ce contexte favorable, on peut enfoncer le clou et arracher des arbitrages favorables.

- les discussions vont s'ouvrir début octobre, il nous faut arriver en position de force.

- le budget « historique » pour l'EN en hausse 3,6 Mds mais elle couvre à peine l'inflation. A la rentrée 2022, malgré un budget en hausse de 1,6 Md et 8 000 élèves de plus, 440 emplois ont été supprimés dans le second degré.

Une grève interpro, ça ne sert à rien, on ne voit pas les personnels de l'Educ ?

La visibilité de la question éducation est étroitement liée à l'ampleur de la mobilisation : le 5/12/2019 lors de la première journée de grève contre la réforme des retraites en 2019, c'est le taux de grévistes historique qui a mis la lumière sur l'Education nationale et contribué à faire émerger le sujet « retraites et Education nationale ». Le soir du 5/12, c'est bien la mobilisation dans l'Education nationale qui a fait les gros titres et obligé le gouvernement à répondre (cf envoi d'E.Philippe et J.M Blanquer à Nancy etc).

A nous de jouer pour gagner pour nos salaires !

C'est une journée isolée, sans lendemain ?

La FSU débat des suites à donner, du rebond possible après le 29/09. Mais pour qu'il y ait rebond, il faut réussir la première étape, c'est-à-dire le 29/09 !